

Expressions

Numéro 80 - avril 2017 - 1 euro

# Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



photo : Jean-Claude Sogret

# VIVE

# LE PRINTEMPS DES LUTTES



**8 mars 2017, journée internationale de luttes des femmes. Pour l'égalité des droits !**

# expressions **Solidaires**

Cette page propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action.

## Un printemps à l'offensive

**La période qui vient de s'écouler a été riche en mobilisations : le 6 mars à Pôle Emploi**, où les agent-es étaient en grève et mobilisé-es contre les conditions d'accueil déplorables des usagers et usagères et la restriction des moyens qui leur sont alloués (un petit air du film de Ken Loach, *Moi, Daniel Blake...*). **Le 7 mars, c'est dans le secteur de la santé et des collectivités territoriales** que soufflait le vent de la révolte, pour les mêmes raisons en partie : coupes budgétaires, gestion managériale du secteur, aux détriments des agent-es et des patient-es. Cette journée s'est illustrée par une manifestation pleine d'énergie, à Paris.

**Puis le 8 mars, la journée internationale de luttes pour les droits des femmes a été exceptionnelle**, tant par sa préparation que par sa forme : fait inédit, la CGT, la FSU et Solidaires appelaient, avec de nombreuses associations féministes, à une journée de mobilisation et de grève. Un beau cortège à Paris, et des manifestations d'une ampleur inédite, partout dans le monde ! C'est une démonstration de la nécessité absolue

de nous mobiliser de façon déterminée, par delà les pays, pour imposer enfin l'égalité des droits et dénoncer les atteintes aux libertés des femmes, comme les attaques contre le droit à l'IVG en Pologne, en Irlande, en Italie, en Espagne, sa remise en cause aux États-Unis ou même en France...

**Ces mobilisations appellent d'autres**, d'autant que la campagne présidentielle, sous ses aspects loufoques et rocambolesques (mais au moins, pour François Fillon, le masque est publiquement tombé), ne doit pas nous faire oublier que ce qui se profile est plus qu'inquiétant : promesses de réformes antisociales, montée du racisme, exacerbation de la haine de l'autre, société violente et ultra-sécuritaire, avec l'état d'urgence qui d'état d'exception est en train de devenir la norme. Les violences dont certains représentants des forces de l'ordre ont pu se rendre coupables, le viol de Théo par un agent, illustrent cette mentalité qui s'installe de façon insidieuse dans notre société : l'idée que certaines catégories de la population « peuvent » être mal-traitées,

violentées, « impunément » : les pauvres et les immigrés, les habitant-es des quartiers... **Le 19 mars nous étions dans la rue, au côté des familles dont des membres ont été victimes de violences policières**, de nombreuses associations, contre le racisme, contre une société de la haine. Le succès de cette marche montre qu'il y a une résistance, qu'il existe des liens solidaires sur lesquels nous appuyer pour les luttes actuelles et à venir.

**Les combats seront, quoiqu'il advienne, nombreux à mener**. Et pour rendre hommage à tous ceux et toutes celles qui perdent leur vie à la gagner, à tous ceux et celles qui se battent au quotidien pour les collègues et qui en paient le prix comme notre camarade Edouard de Paris Saint Lazare, nous nous devons d'occuper notre terrain. Celui de la justice sociale, celui qui n'hésite pas entre « nos droits » et « leurs privilèges ». **Cette campagne unitaire du mouvement social, pour que nos revendications soient mises à l'ordre du jour dans la période électorale, est désormais à généraliser. Pour se faire entendre !**

# NOS DROITS CONTRE LEURS PRIVILÈGES

*Pour rester visibles pendant la période électorale et préparer les suites sociales !*

## L'appel des mouvements sociaux

Pour mettre en avant leur volonté de construire une société plus juste, égalitaire, débarrassée des oppressions et des discriminations et respectueuse de la planète, les organisations syndicales, collectifs et associations de l'espace commun ont défini quatre thèmes de campagne :

### Droits sociaux droits fondamentaux

Il s'agit de mettre en avant les droits fondamentaux auxquels chacun et chacune peut prétendre dans cette société inégalitaire, de chômage de masse, d'intensification de la précarité et de la pauvreté dont les plus touchés sont les femmes et les jeunes. Ce sont notamment le droit à un logement décent, l'accès à l'énergie, les droits des salarié-es, la protection sociale, les droits des femmes, etc.

### Rendez l'argent

Agir pour la justice fiscale et la fin de l'impunité d'une minorité permettrait une réorientation des politiques publiques pour des services publics tournés vers les territoires, les quartiers et les zones rurales délaissées et pour accélérer la transition vers la transformation sociale et écologique de la société.

### Libertés publiques, état d'urgence

Les atteintes aux libertés depuis la mise en œuvre de l'état d'urgence se sont multipliées. Elles se concrétisent par le développement des attitudes de plus en plus violentes de la part de la police aussi bien lors des manifestations qui se sont accrues depuis les luttes contre la loi travail que lors des interventions de contrôle dans les « quartiers ». Les questions de droits, de justice et de libertés doivent être considérées sous le prisme de l'égalité des citoyen-nes.

### Discriminations, racisme

Islamophobie, antisémitisme, négrophobie, romphobie... les formes du racisme se multiplient et gangrènent la société. La campagne présidentielle participe à ces dérives par les propositions démagogiques et réactionnaires de certain-es candidat-es.

## D'où vient la campagne NOS DROITS CONTRE LEURS PRIVILÈGES

Le comité national d'avril 2016 a initié l'organisation d'une campagne au moment de la période électorale des présidentielles et législatives 2017, ouverte largement aux organisations du mouvement social afin de porter ses revendications sans attendre quoique ce soit des politiques en campagne électorale.

Décidé au cœur des mobilisations contre la loi travail, les préparatifs de la campagne se sont réellement mis route à l'automne 2016 grâce à un groupe de coordination composé de représentant-es des structures de Solidaires intéressées.

À l'automne, ATTAC, sur les mêmes préoccupations, a réuni une vingtaine d'organisations du mouvement social dont Solidaires pour s'interroger

collectivement sur la nécessaire visibilité des mouvements sociaux, sur leurs priorités pendant la période électorale aussi bien sur les questions sociales, identitaires, sécuritaires, d'état d'urgence... Les organisations se sont accordées pour construire un espace commun tourné vers des actions communes qui interpellent les citoyen-nes.

La réflexion engagée au sein de Solidaires pour mener une campagne visant à redonner de la voie aux mouvements sociaux allait dans le même sens. Solidaires s'est naturellement associée à la démarche en pointant la nécessité de décrypter toutes les idées dangereuses portées dans les discours électoraux et de préparer les suites électorales.

Avec le slogan « Nos droits contre leurs privilèges », l'espace commun s'est donc mis au travail sur :

**Un processus ouvert** à toutes les organisations du mouvement social intéressées

**La volonté de faire entendre les voix du mouvement social** pendant la période électorale et au-delà

**La mise en visibilité par des actions symboliques de priorités communes** et non pas l'interpellation des candidat-es qui s'empresseront d'oublier leurs promesses, une fois élu-es.

Les bases de la campagne étaient dès lors posées.

**La campagne électorale déjà lancée se caractérise par une course aux mesures les plus réactionnaires et les plus antisociales. Refusant de garder le silence durant cette période et pour en préparer les suites, les organisations au sein de l'espace commun ont lancé cet appel :**

**N**ous, mouvements sociaux, dans notre diversité associative, syndicale et citoyenne, nous comptons bien faire entendre nos voix et nos propositions dans les prochains mois. Dans la période électorale qui s'ouvre, nous ne mettrons ni nos actions ni nos revendications de côté. Même si nous savons que tous les candidat-es ne défendent pas les mêmes positions, cette campagne présidentielle risque d'être propice aux vents mauvais, aux propositions démagogiques et réactionnaires et aux petites phrases. **Aussi nous sommes déterminés à dépolluer le débat public pour que les préoccupations de la majorité supplantent les intérêts de quelques-uns.**

Les inégalités augmentent, le chômage, la précarité et la pauvreté touchent de plus en plus de personnes, en particulier les femmes et les jeunes. L'explosion de la richesse de quelques-uns se fait au détriment de toutes et tous. Islamophobie, antisémitisme, négrophobie, romphobie... les diverses formes du racisme gangrènent notre société ; les droits des femmes sont attaqués ; les droits des salarié-es, la protection sociale, les services publics déjà affaiblis, sont menacés dans leurs fondements ; le vivre ensemble se délite ; l'état d'urgence devient un état permanent ; et les enjeux écologiques sont remis au second plan. **Au contraire, notre société a besoin de plus de justice et d'égalité, d'une profonde transition écologique avec une réelle égalité des droits pour toutes et tous.**

La justice fiscale et la fin de l'impunité d'une minorité permettraient de favoriser des services publics de qualité accessibles sur tout le territoire, des investissements pour nos quartiers et les zones rurales délaissées, un logement digne pour chacun.e, la création de centaines de milliers d'emplois de qualité liés notamment à la transition écologique, la garantie d'une protection sociale de haut niveau.

**Dès maintenant, nous construisons un espace commun pour permettre le débat citoyen et l'appropriation par toutes et tous des vrais enjeux auxquels la majorité de la population est confrontée.** Nous voulons expertiser et déconstruire, dans les prochains mois, les contre-vérités qui polluent déjà le débat politique.

Le mouvement contre la loi travail, des mobilisations syndicales à « Nuit debout », ont démontré que les résistances persistent dans ce pays, malgré la répression et les violences policières. Les luttes et les grèves n'ont pas disparu. De multiples initiatives d'accueil et de solidarité auprès des réfugiés existent dans notre pays, à l'encontre des discours de haine et de rejet développés par certain-es. Les énergies sont disponibles dans notre société pour porter l'espoir de progrès sociaux et d'une société juste et égalitaire. **Pour faire vivre ces résistances et nos alternatives, notre espace favorisera les convergences et l'action, dans le respect des modes et des choix d'intervention de chacune de nos organisations.**

Premiers signataires : AC 1, Amelior (Les Biffins), AMF, Amis de la Confédération paysanne, APEIS, ATMF, ATTAC, CEDETIM, CNT Solidarité ouvrière, Comité Vérité et Justice pour Ali Ziri, Compagnie Jolie Môme, Confédération Paysanne, Convergence Services Publics, COPAF, CRLDHT, CSP 75, DAL, Droits Devant !, FASTI, Fondation Copernic, FSU, FTICR, IPAM, Les Effrontés, Les jours heureux, MRAP, MNCP, Osez le Féminisme !, Pos Sans Nous, ReAct, RESF, Sortir du colonialisme, Solidaires Finances Publiques, SUD Education, SUD Ptt, SUD santé Sociaux, Union syndicale Solidaires, UJFP, UTAC, UTOPIA, VISA...



## La campagne se construit !

Dans des délais très courts, la campagne s'organise au fur et à mesure avec les organisations qui font preuve de volontarisme parfois au détriment de la préparation collective. Il n'en reste pas moins que l'essentiel, c'est l'implication la plus large possible des organisations, dont Solidaires, dans l'espace commun, pour faire vivre la campagne NOS DROITS CONTRE LEURS PRIVILÈGES.

La première moitié du mois de mars s'est caractérisée par un regain des mobilisations sociales avec les grèves sectorielles au Pôle Emploi, dans la santé et le social,

la journée internationale pour les droits des femmes avec un appel à la grève par Solidaires, CGT et FSU et la marche « pour la justice et la dignité ». Toutes ces mobilisations montrent la volonté du mouvement social de ne pas laisser le champ libre aux promesses de campagne.

En l'état, les attentes des salarié-es, des jeunes, des femmes ou des chômeurs-euses sont pour ainsi dire occultées. De ce fait, la campagne NOS DROITS CONTRE LEURS PRIVILÈGES se retrouve en phase et peut

endosser le rôle de porte-voix du mouvement social dans sa diversité associative, syndicale et citoyenne.

Les actions/mobilisations initiées par l'espace commun se développent autour des quatre thèmes définis collectivement et en fonction de leur appropriation localement par tout ou partie des 37 organisations qui ont signé l'appel à agir des mouvements sociaux. Ces mobilisations préparent les échéances sociales qui ne tarderont pas à venir une fois passée la période électorale.

## 26 février, lancement médiatique de la campagne

Le 26 février a marqué le lancement de la campagne. Plusieurs centaines de personnes ont investi à Paris un bâtiment vide de 10 000 mètres carrés, à proximité de la place de la République. Cette occupation pilotée par le DAL (Droit au Logement) avait deux objectifs : installer un QG des mouvements sociaux pour faire entendre leurs voix dans la période électorale et mettre à l'abri une trentaine de familles et célibataires du DAL, sans abri ou hébergés de manière très précaire (foyers, hôtels, hébergement chez des tiers...) pouvant être mis à la rue à tout moment.

Ce lieu n'avait pas été choisi au hasard : appartenant à la ville de Paris, il est en cours de vente à la Chambre de commerce. En contrepartie, celle-ci cède la Bourse du commerce (située près du Forum des halles, 2 rue de Viarmes - 75002) à la ville de Paris qui la loue à la Société Collection Pinault pour en faire un musée d'art contemporain et des commerces de luxe. Ces transactions coûtent plusieurs dizaines de millions à la ville de Paris pour les seuls intérêts privés de Pinault qui louera cet espace pour 60 000 euros par an ! (cf: délibéré de la ville de Paris du 11 juillet 2016). C'est une opération de privatisation de bâtiments publics !

Cette inauguration s'est déroulée de façon responsable et chaleureuse avec la présence de la Fanfare Invisible, avec les familles et les enfants qui ont commencé à s'installer dans cet espace vide depuis des mois, tandis que les représentant-es des diverses organisations prenaient la parole.

Pour autant, la police est intervenue et les CRS ont procédé à l'évacuation sans ménagement en fin de journée de cette immeuble qui va rester vide encore de longs mois, alors que le nombre de sans logis ne cesse d'augmenter... La Mairie de Paris a néanmoins reçu une délégation quelques jours après et s'est engagée à trouver un logement stable pour la trentaine de familles sans logis. Elle s'est par ailleurs engagée pour proposer un lieu suffisamment grand pour accueillir le QG de la campagne des mouvements sociaux.

On attend encore !

Les informations de l'espace commun, des échéances de la campagne et des organisations qui agissent dans cet espace sont disponibles sur le site, <http://nosdroits.org/> et sur les réseaux sociaux @nosdroitsorg (Twitter et Facebook). Plusieurs fédérations de Solidaires sont déjà impliquées dans la campagne. Une adresse mail d'échange et de coordination existe : [lacampagne@solidaires.org](mailto:lacampagne@solidaires.org). Elle est ouverte à toutes les structures nationales et locales de Solidaires. Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un mail sur l'adresse : [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)

# ÉLECTIONS TPE/TPA :

## PRÉPARONS DÈS MAINTENANT LE SCRUTIN 2020 !

À la toute fin décembre 2016, dans des conditions catastrophiques, s'est enfin déroulé le scrutin visant à mesurer l'audience des organisations syndicales auprès des salarié-es des entreprises de moins de 11 salarié-es... qui concernait 4,5 millions d'électrices et d'électeurs. Il n'est pas inutile de rappeler que ce scrutin a été reporté 11 jours à peine avant les dates prévues, ce qui a posé des problèmes non négligeables aux organisations syndicales et explique sans doute, en partie, au vu des dates finalement choisies, durant la période des fêtes et des « grandes vacances » outre-mer, la faible participation.

### Une organisation calamiteuse

Il n'est pas non plus inutile de rappeler que ce report a été décidé unilatéralement par le gouvernement, qui s'est abrité derrière le contentieux porté par plusieurs organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC), puis au final, la seule CGT, pour empêcher le STC de participer à ce scrutin... et par la CGT pour faire de même avec LAB. Solidaires a publiquement apporté son soutien au STC et à LAB, rappelant que, pour nous, ce n'était ni aux juges ni aux patrons de décider qui représentaient les salarié-es, mais bien aux salarié-es eux-même de choisir.

Ce report n'a été qu'une des difficultés rencontrées pour ces élections. Si tout n'a pas été fait par le gouvernement pour saborder ce scrutin, disons que rien n'a été fait pour qu'il se déroule dans de bonnes conditions. Communication gouvernementale à minima, refus de mettre en place une véritable campagne dans les médias qui aurait mis en lumière des enjeux de ce scrutin et des différentes positions syndicales défendues, refus de mettre à disposition des panneaux électoraux... favoriser la participation n'a vraiment pas été la priorité gouvernementale.

### Une campagne dynamique mais inégale

Nous avons choisi un profil de campagne militant, où chaque militant-e, quelque soit son secteur ou son statut, pouvait participer. Nous avons aussi choisi de ne pas nous limiter à mener une campagne « électorale », mais aussi une campagne pour faire connaître Solidaires, son syndicalisme et ses actions... et réaffirmer que quel que soit notre statut, la taille de notre entreprise ou le secteur d'activité, le syndicalisme est indispensable pour défendre ses droits ! Des moyens importants ont été mis en œuvre, sans doute comme cela n'avait jamais été le cas pour Solidaires. Nous avons par exemple décidé de permettre à des camarades sans droit syndical de participer à l'animation, régionale et nationale, de cette campagne, en les salariant.

Alors pendant des mois, des équipes militantes ont mené une campagne dynamique, sur le terrain comme sur les réseaux sociaux, multipliant les collages comme les tournées de porte à porte, les tractages comme les permanences. Des milliers d'affiches collées, des dizaines



de milliers de tracts distribués et/ou envoyés à domicile, tournées des commerces et des zones artisanales, porte à porte, conférence de presse, vidéos, spots radios, utilisation des réseaux sociaux, la campagne de Solidaires a été dans de très nombreux endroits dynamique et variée... et cela sera utile pour le développement de Solidaires, au-delà de ce scrutin.

Alors, le 3 février, à l'annonce des résultats, il est normal que les équipes mobilisées aient été déçues : avec 3,5% des voix et 11324 suffrages, nous faisons moins qu'en 2012 alors que nous avons mené une campagne sans commune mesure. La CGT reste première organisation avec 25% des voix, devant la CFDT (15,5%), FO (13%), l'UNSA (12,5%) et la CFTC (7,4%). La CGC fait 3,3% des voix, la CNT (2,3%), le SAP 2,1% et la CNT-SO 1,8%.

Il est difficile d'avoir une lecture « politique » des résultats d'un scrutin où seuls 7,35% des inscrit-es se sont exprimé-e, et où toutes les organisations nationales interprofessionnelles nationales baissent, sauf l'UNSA, au profit des syndicats surtout catégoriels. Une note positive tout de même : dans les secteurs où nous avons une activité syndicale au quotidien, nous réalisons des scores qui montrent que nos pratiques sont reconnues (journalistes, animation, santé-social, culture...). Ce doit être un point d'appui !

Il sera nécessaire de faire le bilan de cette campagne aussi au sein de nos organisations professionnelles et nos Solidaires locaux.

Nous devons voir pourquoi certaines organisations professionnelles (mais aussi certains Solidaires locaux) ne se sont pas emparées de cette campagne, pourquoi nous n'avons pas réussi à impliquer l'ensemble de nos militant-es... pour pouvoir faire mieux la prochaine fois !

### Se donner les moyens de développer notre syndicalisme

Mais nous savons toutes et tous que la construction de notre syndicalisme dans ce secteur Tpe/Tpa ne peut se poser qu'à travers une campagne électorale, avec un scrutin tous les 4 ans... nos discussions doivent aussi porter sur les décisions à prendre collectivement pour nous développer dans cette partie du salariat et les moyens à mettre en œuvre pour y arriver.

## infos solidaires

### Université d'été européenne des mouvements sociaux

Toulouse sera la capitale européenne des mouvements sociaux du 23 au 27 août. Plus de 1 000 participant-es venant des quatre coins d'Europe y sont attendu-es pour préparer ensemble les résistances, alternatives et mobilisations à venir. Cette Université d'été initiée par le réseau des Attac d'Europe sera aussi un espace de formation pour les activistes de toute l'Europe et un moment convivial et festif... Notez la date et faites circuler l'information ! *Pour en savoir plus :* [https://www.esu2017.org/fr/je-participe/article/appel-a-activites?pk\\_campaign=Infolettre-865&pk\\_kwd=www-esu2017-org-fr-je-participe](https://www.esu2017.org/fr/je-participe/article/appel-a-activites?pk_campaign=Infolettre-865&pk_kwd=www-esu2017-org-fr-je-participe).

### Initiative Citoyenne Européenne (ICE) STOP Glyphosate

L'objectif de cette ICE est de rassembler 1 million de signatures pour demander à la Commission européenne : de proposer aux États membres une interdiction du glyphosate ; de réformer la procédure d'approbation des pesticides ; de fixer à l'échelle de l'UE des objectifs obligatoires de réduction de l'utilisation des

pesticides. Solidaires est partenaire de cette initiative. *Pour en savoir plus et signer, c'est ici :* <https://solidaires.org/Initiative-Citoyenne-Europeenne-ICE-STOP-Glyphosate>.

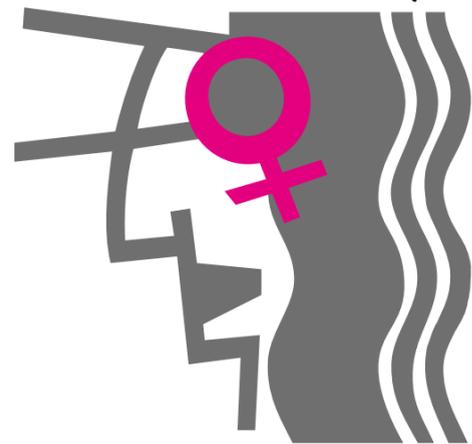
### 7<sup>e</sup> Congrès Solidaires

Le prochain congrès de notre Union syndicale se déroulera à St Brieuc du 12 au 16 juin. Nous sommes désormais en plein cœur de la phase active de préparation de ce moment important pour notre organisation syndicale. Nous aurons l'occasion de revenir en détail sur les enjeux de ce congrès dans le prochain numéro de ce journal.

### PPCR le livret : La mise en œuvre

Les mesures issues du PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunérations) ont initialement fait l'objet d'un projet de protocole rejeté par trois OS de la Fonction publique (Solidaires, CGT et FO) représentant 50,2% du personnel. Depuis, le gouvernement ne cesse de vanter le bénéfice que serait le PPCR pour les agents et la ministre de la Fp s'est félicitée des mesures contenues dans celui-ci qui seraient de nature à assurer « la justice sociale et l'équité de traitement ». Ce livret de Solidaires Fonction publique est là pour démontrer tout le contraire : <https://solidaires.org/Fonction-publique-PPCR-le-livret-La-mise-en-oeuvre>.

## Toutes à y gagner : 20 ans de féminisme intersyndical



« Ce livre est à la fois un cadeau, une mémoire et une promesse ». Il retrace 20 ans de travail commun entre la CGT, la FSU et Solidaires sur les combats et recherches féministes. Il montre la diversité des thématiques abordées avec les lunettes du genre, tout le long de ces 20 années, pendant ces deux journées de formation et d'échanges : **le travail, le syndicalisme, la crise, la santé, les politiques familiales, les dimensions internationales, les violences...** Les textes de presque tous/tes ces intervenant-es sont dans l'ouvrage, à disposition de celles et tous ceux qui luttent pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

#### Expressions solidaires

Journal bimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires  
Rédaction : 144 bd de la Villette  
75 019 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20  
Fax : 01 43 67 62 14  
contact@solidaires.org

Directrice de publication :  
Cécile Gondard-Lalanne

N° CPPAP : 1 008 S 05397  
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie,  
Montreuil-sous-Bois (93)

IMPRIM'VERT®

Graphisme : Atelier Du Bonjour



# STOP Tafta

## 3 questions à :

**Amélie Canonne** co-présidente de l'AITEC (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs) et membre du collectif « Stop Tafta »

**Le CETA (traité de libre échange entre le Canada et l'Union européenne) a été adopté le 15 février dernier par le parlement européen. Quelles sont les dispositions qui entrent en vigueur immédiatement et celles qui sont dépendantes d'une ratification des parlements nationaux ?**

Ce sont les 28 États membres de l'UE qui ont négocié les dispositions dites « nationales », preuve que c'est une question politique bien plus que légale, en réalité. À partir du 1<sup>er</sup> avril, c'est presque tout l'accord qui sera mis en application : tous les volets relatifs aux droits de douane, notamment sur l'agriculture, tous les volets douaniers « réglementaires » (normes sur les produits agricoles et industrielles, sur les normes de sûreté alimentaire...), tout ce qui concerne la libéralisation des services. Cela concerne aussi les chapitres sur les marchés publics ou sur les réglementations nationales applicables aux collectivités publiques dans le domaine de l'attribution de licences (télécom par exemple) ou de concessions (minières, énergétiques...) et les dispositions de coopération réglementaire.

Les aspects qui attendront la ratification nationale sont très peu nombreux : l'un n'est pas négligeable, c'est le règlement des différends Investisseur-État. Toutefois, un investissement réalisé le 3 avril par exemple pourra quand même être soumis au dispositif d'arbitrage, lorsque que celui-ci rentrera en vigueur.

Les chapitres Développement durable ou Commerce/Environnement sont également suspendus aux ratifications nationales... Mais ça ne concerne qu'une très petite partie du traité.

**A-t-on à ce jour une vision claire des conséquences d'une non-ratification du CETA par les parlements nationaux et quels sont les risques pour les citoyen-nes de ce qui s'applique immédiatement ?**

Nous avons abondamment décrit les risques du traité sur l'emploi en Europe comme au Canada, sur l'agriculture, sur l'environnement, sur les territoires qui perdront encore un peu plus de marge de manœuvre pour stimuler et encadrer l'économie locale, la qualité des services publics locaux, l'environnement... Les entreprises européennes et canadiennes vont aussi s'ouvrir de nouveaux

droits par ce traité, et accroître leur influence à Bruxelles ou dans les capitales. Les conséquences s'envisagent à moyen et long terme : le CETA inaugure, et va permettre de tester, des dispositions dont l'amplitude réelle nous échappe car elles n'ont jamais été expérimentées avant avec un pays de la taille du Canada, directement connecté en outre à l'économie et aux multinationales américaines.

Nous aimerions être certains que l'échec d'un seul processus de ratification parmi les 38 obligatoires permettra d'envoyer ce traité funeste aux oubliettes, et comme un traité est un instrument indivisible, cela devrait être le cas. Mais au niveau du droit européen rien n'est moins sûr. La Commission soutient que les ratifications nationales conditionneront seulement le devenir des compétences nationales, tandis que les compétences communes ont validées selon elle, le 15 février avec la ratification du Parlement européen. La bonne nouvelle, c'est que rien n'est écrit dans les traités : si un ou plusieurs grands pays le rejettent, cela induira une crise majeure pour la politique commerciale de l'UE, et obligera le Conseil à réagir. La moins bonne : les décisions du Conseil et de la Commission, et leurs conflits, se jouent dans des cercles fermés, opaques, où la démocratie et la pression populaire peinent à opérer. Il va falloir redoubler d'efforts !

**Quelles sont les actions prévues par le collectif Stop TAFTA dans les prochains mois et quel est le rôle particulier de l'AITEC dans le collectif ?**

Les prochaines élections françaises ne seront pas sans impact sur la stratégie à adopter, (président opposé ou non au traité, composition de l'assemblée devant ratifier le traité...). Le Collectif Stop TAFTA discute actuellement de cette stratégie et continue de s'engager avec la centaine de collectifs locaux, (diffusion de matériel, animation des débats publics, interpellation locale des candidat-e-s aux législatives)... À l'AITEC, nous travaillons aussi sur la formulation des propositions pour une politique commerciale progressiste, bonne pour l'emploi local, bonne pour le climat et à même de nous permettre d'engager la transition écologique et sociale, qui se démarque clairement des visions conservatrices et xénophobes portées par le national-libéralisme. Et bien sûr nous suivons les autres négociations commerciales de l'UE, car le CETA n'est qu'un début et nous allons devoir nous battre sur d'autres fronts, et contre des traités qui poseront les mêmes problèmes que CETA ou TTIP : avec le Japon, avec l'Indonésie, les Philippines, et ensuite avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande...